



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

TOTAL

Question au Gouvernement n° 1365

Texte de la question

TOTAL

M. le président. La parole est à *M. David Habib, pour le groupe socialiste.*

M. David Habib. Ma question s'adressait à M. le Premier ministre. Je ne le vois pas : M. Raffarin serait-il déjà sur le banc de touche ? (*Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire ; claquements de pupitres.*) Je veux parler, bien sûr, de celui de Göteborg.

M. Maurice Leroy. Carton rouge !

M. David Habib. Bien qu'il ne m'appartienne pas de vous désigner, monsieur le ministre d'État, comme son remplaçant, je vous propose d'entendre cette question, à laquelle, d'ailleurs, j'associe ma collègue Martine Lignières-Cassou.

Je ne reviendrai pas sur la réponse très approximative que nous a donnée hier le ministre délégué à l'industrie, s'agissant du gisement de Lacq. Je souhaite évoquer l'assemblée générale des actionnaires de Total qui s'est tenue vendredi dernier. Ce jour-là, cinq cents salariés ont rappelé leur attachement à une entreprise assurant le maintien et le développement de l'exploration, de la production, du raffinage et de la chimie, conformément aux engagements pris par Thierry Desmaret. Celui-ci exprimait, à l'occasion de l'OPE sur Elf en 1999, son refus de séparer les activités chimiques des activités pétrolières et craignait alors que le nouveau groupe chimique qui émergeait ne dispose pas de moyens suffisants. Il déclarait même que son indépendance serait, à terme, menacée.

Depuis, le président de Total a changé d'avis. Il a refusé d'en débattre avec ses salariés, pourtant eux aussi actionnaires. Il leur a même interdit l'accès à l'assemblée générale. Y aurait-il deux catégories d'actionnaires, l'une traditionnelle, l'autre salariée, qui se voit envoyer la force publique lorsqu'elle s'interroge sur la stratégie de son entreprise ?

La financiarisation de notre industrie s'accélère. C'est pourquoi le groupe socialiste demande au plus vite la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les questions industrielles. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Avez-vous conscience que le projet de la direction de Total entraînera la disparition de la chimie française, uniquement parce que son souci est de faire plus de profits encore que les 8 milliards d'euros de bénéfices réalisés en 2003 ?

Le ministre de l'industrie se prétend le chantre du volontarisme économique. Nous proposons aujourd'hui à sa pugnacité Total, ses 25 000 salariés et, plus largement, le devenir de la chimie. C'est au Gouvernement d'intervenir. Maintenant ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie.

M. Patrick Devedjian, ministre délégué à l'industrie. Monsieur le député, hier, en répondant à M. Lassalle, je vous ai entendu crier. Je me suis donc informé. Le ton polémique que vous avez voulu adopter sur une question qui, localement, est importante montre en réalité le peu de cas que vous faites du terroir que vous prétendez défendre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Vous voulez des chiffres ? Je vais vous en donner. Total, dans votre département, c'est 4 200 emplois : 2 200 à Lacq, 2 000 à Pau.

M. David Habib. J'ai parlé de la chimie, pas de mon département !

M. le ministre délégué à l'industrie. Il est vrai que l'usine d'éthylène de Lacq fermera ses portes en 2005, entraînant la suppression de 183 emplois très exactement.

M. David Habib. Et 500 emplois indirects !

M. le ministre délégué à l'industrie. Je parle des emplois directs et indirects, car, sur ce nombre, vingt-cinq concernent directement Total. Mes chiffres datent de ce matin, monsieur Habib, et ne prêtent pas à polémique. Dans le même temps, la société de conversion de Total, la SOFREA, crée 109 emplois sur le pôle chimie.

M. Albert Facon. Ça ne fait pas le compte !

M. le ministre délégué à l'industrie. En outre, trois sociétés, Toyal, Holis et TBI-Holis, créent soixante-cinq emplois. Il en manque neuf pour faire le compte, monsieur Habib - nous y arriverons, ne vous inquiétez pas. Neuf emplois sur 4 200, cela ne vous permet pas de dire que la France est en perdition. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. David Habib](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1365

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mai 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mai 2004